

**Nations unies - Visite du conseil de  
sécurité dans les pays du bassin du  
lac Tchad - Briefing du conseil de  
sécurité par le représentant  
permanent de la France aux Nations  
unies - Point sur la situation  
humanitaire**  
(New York, 09 mars 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à saluer la présence parmi nous aujourd'hui de la vice-secrétaire générale des Nations unies, Mme Amina Mohammed, dont le retour à New York à cette éminente responsabilité est une grande chance pour les Nations unies et une excellente nouvelle pour nous tous.

Je voudrais également féliciter chaleureusement le Royaume-Uni pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité et l'assurer de notre plein et entier soutien.

Monsieur le Président,

Ce fut un privilège et une expérience incomparable de conduire cette importante visite du conseil de sécurité dans la région du Lac Tchad avec vous et avec notre collègue et ami du Sénégal. Et je voudrais m'associer aux remerciements que vous avez exprimés à l'ensemble des autorités des pays visités, qui nous ont si bien accueillis, et à l'ensemble des équipes des Nations unies pour leur engagement exemplaire.

Dans le cadre de la répartition des thèmes que nous avons agréée, je me concentrerai à présent sur la situation humanitaire. Et à ce titre, je voudrais commencer, au nom de mes collègues, par saluer le courage, et l'engagement, des acteurs humanitaires que nous avons rencontrés et qui font un travail remarquable, parfois dans des conditions très difficiles. L'engagement de ces hommes et de ces femmes au quotidien est exemplaire. Il était important pour le conseil de sécurité d'aller jusqu'à eux, sur le terrain, pour leur témoigner notre profonde reconnaissance.

Les Nations unies ont augmenté considérablement leur présence sur le terrain, en particulier au Nord-Est du Nigéria pour faire face à la crise humanitaire qui menace des centaines de milliers de personnes. Nous avons pu visiter le «hub» de Maiduguri au Nord-Est du Nigéria qui réunit l'ensemble des acteurs humanitaires et qui est désormais opérationnel. Ces efforts doivent être poursuivis et les Nations unies doivent encore renforcer leur présence pour faire face aux besoins immenses et croissants des populations les plus vulnérables.

S'agissant de la situation humanitaire, nous avons relevé 3 principaux enjeux : l'urgence humanitaire, la protection des populations affectées, le défi du financement de l'aide humanitaire.

1 - Le premier enjeu est celui de l'urgence humanitaire et de l'accès aux populations dans le besoin.

Les conséquences humanitaires des crises que nous venons d'évoquer sont catastrophiques pour la région : 26 millions de personnes affectées, dont 10,7 millions ont besoin d'une aide d'urgence. Plus de deux millions et demi de personnes ont été contraintes de prendre la route de l'exode et de l'exil. Les terres ne sont plus cultivées, les marchés sont à l'arrêt et le prix des produits de première nécessité s'est envolé.

La première urgence soulignée par nos interlocuteurs sur place est celle de la sécurité alimentaire. La situation est dramatique et menace des centaines de milliers de personnes dans la région. Plus de 7 millions de personnes sont touchées. Le secrétaire général a parlé de famine pour la région du Nord-Est du Nigéria.

Le conseil de sécurité a pu rencontrer des déplacés et des réfugiés au Cameroun, au Nigéria. Tous ont témoigné des mêmes préoccupations : les problèmes de sécurité, d'accès à l'eau et à une nourriture de qualité. Les habitants sont souvent privés de leurs moyens de subsistance et dépendent entièrement de l'aide humanitaire pour leur survie dans de nombreux cas.

Or, l'insécurité et les difficultés d'accès compliquent parfois les distributions alimentaires. Il est donc essentiel que les pays de la région assurent un accès sans entrave bureaucratique et un accès sécurisé aux Nations unies et aux acteurs humanitaires partout où les populations ont besoin d'une aide d'urgence. Et l'action des Nations unies, pour être réellement efficace, ne peut venir qu'en soutien des efforts des gouvernements concernés.

Le conseil s'est félicité, pendant cette visite, de l'excellente coopération des Nations unies avec les pays de la région. Au Nord-Est du Nigéria, devant l'ampleur des besoins, nous avons encouragé le gouvernement nigérian à poursuivre ses efforts pour faciliter l'aide humanitaire pour les populations les plus vulnérables.

Avec la sécurité alimentaire, la deuxième urgence est celle de la santé : alors que 60% des structures de santé ont été détruites par exemple dans le Nord-est du Nigéria, les populations sont menacées d'épidémies de grande ampleur telles que la polio ou la rougeole.

La troisième urgence est celle de l'éducation : plus de 1200 écoles ont été détruites depuis le début de la crise, 3,2 millions d'enfants ont besoin d'éducation d'urgence. L'éducation des filles est primordiale et doit être encouragée. Il n'y a pas de temps à perdre pour éviter que cette génération ne soit une génération sacrifiée.

2- Avec celui de l'urgence humanitaire, le deuxième enjeu est celui de la protection des civils et du respect des droits de l'Homme.

Il s'agit notamment d'assurer la sécurité pérenne des populations face à Boko Haram et d'accompagner le retour volontaire et durable des personnes déplacées ou réfugiées là où bien sûr la sécurité le permet.

Le conseil a également rappelé l'importance de respecter le droit humanitaire et salué, à cet égard, la signature, le 2 mars à Yaoundé, de l'accord tripartite entre le Nigéria, le Cameroun et le HCR, qui permettra de mettre en place un cadre légal solide en vue du retour volontaire et durable des réfugiés nigériens dans des zones sûres, sous les auspices du HCR. Les autorités camerounaises et nigérianes nous ont assuré de leur souhait de mettre en oeuvre cet accord dans les plus brefs délais.

Le conseil de sécurité a également porté une attention toute particulière à la situation des femmes et des filles dans la région. À Maroua, au Cameroun, le Conseil a entendu le récit des souffrances infligées aux femmes réfugiées et déplacées internes par le groupe Boko Haram. C'était, je crois, pour nous tous, une rencontre particulièrement puissante et émouvante. Nous avons également rencontré de nombreuses associations féminines de la société civile au Tchad et au Nigéria, des femmes déplacées dans le camp de Maiduguri et des représentantes féminines du Sénat à Abuja. Nous avons salué le courage de ces femmes et de ces filles qui sont souvent doublement victimes : de la violence de Boko Haram d'une part, et de la stigmatisation au sein de leur communauté d'autre part. Il est donc crucial que ces femmes non seulement bénéficient d'une protection particulière contre la prostitution et contre les mariages précoces, mais aussi qu'elles soient davantage associées à la gestion de la sécurité, aux prises de décisions politiques et au développement économique. C'est un point essentiel qui m'a beaucoup frappé, qui nous a beaucoup frappés et que je tiens à souligner aujourd'hui.

3- Enfin le troisième enjeu est celui du défi de l'appui financier aux zones affectées

Face à ces besoins énormes que j'évoquais la réponse est longtemps restée insuffisante.

Nous avons salué l'engagement du Nigéria de consacrer 1 milliard de dollars au Nord-Est pour répondre à l'urgence humanitaire. Il est important que cet engagement financier se traduise dans les faits le plus rapidement possible.

Nous avons marqué également la mobilisation de la communauté internationale en soutien aux autorités nigérianes, en nous appuyant sur les résultats de la conférence d'Oslo, tenue juste avant la visite, et qui est un pas dans la bonne direction. 672 millions de dollars d'aide humanitaire ont été annoncés pour les trois prochaines années et 457 millions de dollars pour l'année 2017, avec des engagements venant de 14 pays.

Nous avons souligné aussi la nécessité pour la communauté internationale et les gouvernements de la région de ne pas relâcher leurs efforts. Pour en prendre une illustration importante, c'est dans cet esprit que se tiendra à Paris au printemps 2017 une conférence des

bailleurs pour le Tchad, sous l'égide de la Banque mondiale.

Devant l'ampleur des besoins, nous avons souligné qu'il est important de favoriser une approche globale et régionale afin de créer des synergies et d'améliorer la coordination avec les autres bailleurs, et de mobiliser toutes les bonnes volontés, y compris les donateurs privés et les entreprises ainsi que les bailleurs «non traditionnels», notamment les pays émergents.

Au-delà, nos entretiens ont fait ressortir combien il est important que l'aide humanitaire des partenaires soit équitablement répartie entre les quatre pays concernés et qu'elle soit bien proportionnée au sein de chaque pays et en fonction des urgences.

Nos interlocuteurs ont également rappelé, ce qui a aussi été souligné lors de la conférence d'Oslo, l'importance du continuum humanitaire-stabilisation et développement. Au-delà du financement de l'aide humanitaire d'urgence, il importe de sécuriser comme l'a dit notre ami Fodé des financements sur le long terme afin d'éviter la pérennisation de cette crise.

Pour mettre les choses en perspective de manière un peu plus large, je dirai que cette visite a été cruciale pour valider, et le cas échéant corriger, à partir des messages venant du terrain - qui sont toujours les plus importants, certaines des orientations stratégiques que nous mettons en oeuvre ici à New York. Et j'en tire pour ma part trois enseignements principaux.

Le premier enseignement, c'est que cette visite était cruciale en elle-même, non seulement pour mettre un coup de projecteur sur la région du Lac Tchad, mais aussi pour en faire une vraie priorité, dans la durée, de la communauté internationale. Disons-le tout net, la région du Lac Tchad n'a pas toujours eu l'attention qu'elle méritait de la part de la communauté internationale. Cette visite contribue à réparer cette erreur, qui était aussi une injustice.

Deuxième enseignement, cette visite nous a démontré que face à la crise multiforme - sécuritaire, humanitaire, économique - qui frappe cette région, la seule approche possible était une approche globale, articulant de manière intégrée nos trois priorités essentielles : renforcer la coopération contre Boko Haram, répondre à l'urgence humanitaire et enclencher le cercle vertueux du développement. Tous nos interlocuteurs nous l'ont dit, et les remontées du terrain sont sans ambiguïté : pour réussir il faut s'attaquer de front et de manière complémentaire à ces trois défis. Comment vaincre le terrorisme sans éradiquer la grande pauvreté et la malnutrition ? Comment le faire sans améliorer l'éducation et l'emploi des jeunes ? Inversement, comment enclencher le développement sans venir à bout de Boko Haram ? On voit bien que tout est lié, et que compartimenter c'est se condamner à l'impuissance. La seule manière de réussir, c'est d'attaquer de front les trois défis. Encore une fois c'est une chose de le comprendre de manière conceptuelle ici à New York ; c'en est une autre de le saisir en écoutant nos interlocuteurs sur le terrain.

Enfin troisième enseignement, et permettez-moi d'insister sur ce point, notre action dans la région du Lac Tchad peut et doit être un exemple pour la réforme des Nations Unies. Cette mission nous confirme en effet que l'approche par silos, qui a longtemps été la plaie de la bureaucratie onusienne, est une impasse, et que seule l'approche intégrée, combinant de manière intelligente toute la panoplie des leviers à notre disposition, peut réussir. Et ce faisant,

cette mission du conseil de sécurité conforte la vision d'Antonio Guterres, portée aussi par Amina Mohammed et pleinement soutenue par la France, pour la réforme des Nations unies.

Je vous remercie./.